

LES RÉACTIONS DU GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE HONGROIS ET DE SES ORGANES DE PRESSE AUX CHANGEMENTS INTERVENUS EN FRANCE EN 1848

par

GÁBOR ERDŐDY

Les révolutions qui se produisirent au printemps de 1848 se fixèrent pour tâche commune de changer les régimes dominateurs rétrogrades renforcés en 1815. Cette similitude d'objectifs et le front unitaire des forces qui s'élevèrent contre elles devaient entraîner une fusion de leur avenir, et l'évolution des différents mouvements révolutionnaires eut des effets réciproques sur le développement des autres. Sur les points les plus importants, les aspirations nationales et les intérêts propres à la transformation bourgeoise constitutionnelle du continent européen coïncidaient. Malgré cela, il fut impossible de parvenir à une union des forces et à une action commune du fait que la tentative de réalisation des objectifs nationaux était lourde de contradictions internes, ce qui permit la régénération et la victoire des mouvements contre-révolutionnaires.

Etant donné que la Hongrie, qui faisait partie de l'empire des Habsbourg, mais était définie dans l'article 10 de la loi 1791 comme «libre, en même temps que les parties qui y sont rattachées, et indépendante pour ce qui est de tout le système légal de son gouvernement», n'avait pas des caractéristiques intérieures comparables à celles de la Révolution Française ou à celles des efforts d'union déployés à la même époque en Allemagne, les dirigeants du pays se trouvèrent contraints de tenir davantage compte des événements qui se déroulaient en Europe, et de prévoir les mesures nécessaires si possible en accord avec les tendances européennes. Tout ceci revient à dire, non seulement qu'il était besoin pour diriger comme il le fallait les luttes de la transformation nationale et bourgeoise, d'un gouvernement qui, outre avoir une vision à l'échelle européenne des choses et être capable de déceler tous les changements intervenant sur le continent, était à même d'interpréter ceux-ci avec rapidité et justesse, mais encore qu'une pratique aussi circonspecte de la politique étrangère ne pouvait pas représenter une protection complète contre une évolution défavorable des rapports de force en Europe et contre ses conséquences.

Les peintures de 1848/49 qui ramènent les événements à d'autres événements antérieurs sans tenir compte des alternatives se présentant

parallèlement nous donnent une image assez statique de cette période. Elles considèrent comme un fait acquis la tendance de processus qui ne font que commencer et scellent du sceau d'une erreur fatale des idées impossibles à faire concorder avec le dénouement ultime des événements. Ceux qui condamnent la politique étrangère du gouvernement hongrois révolutionnaire, d'une part, ne voient pas que Kossuth et ses collaborateurs, au lieu de conclure une alliance avec les mouvements révolutionnaires, se sont pliés unilatéralement à ce que les grandes puissances attendaient d'eux, tandis que d'autres leur reprochent précisément de n'avoir pas pris en compte l'évolution des rapports de force et d'avoir en quelque sorte provoqué l'offensive de la contre-révolution en comptant sur l'appui d'éléments subversifs. En réalité, Kossuth et ses collaborateurs ne désiraient prendre définitivement le parti ni d'une tendance, ni de l'autre, et étant donné que personne ne pouvait prévoir, durant le printemps et l'été 1848, la tournure que prendraient les événements, ils s'efforcèrent surtout de ne lier en aucune manière le sort du pays à des affaires extérieures courant à l'échec. C'est la raison pour laquelle les décisions qu'ils prirent et les concessions tactiques qu'ils consentirent en vue de conserver leur capacité d'action purent donner à ceux qui étaient superficiellement ou mal informés l'impression que les politiciens concernés avaient fait preuve d'inconséquence dans l'accomplissement de leur mission et s'étaient montrés extrêmement hésitants et incertains.

On sait combien le développement de la révolution française de 1848 et l'évolution de la politique intérieure et extérieure du gouvernement français ont influé sur le sort des révolutions européennes, et notamment sur celui de la révolution hongroise. Pour cette raison, les politiciens hongrois au pouvoir accordaient une grande importance au fait d'être informés le plus précisément possible sur ce qui se passait en France.

Le but de la présente étude est de donner une idée du degré d'information au plan européen — et plus précisément français — du gouvernement révolutionnaire hongrois, et de démontrer que les politiciens qui étaient alors au pouvoir prirent leurs décisions en fonction de conditions imposées par les processus se déroulant en Europe et en tenant compte de l'évolution des rapports de force. Outre les sources d'archives, nous avons surtout utilisé les quotidiens politiques reflétant l'opinion des milieux politiques dirigeants: le «*Pesti Hírlap*» (Journal de Pest), que l'on peut considérer comme un organe semi-officiel du gouvernement à partir du mois d'avril, et qui était dirigé par les centralistes, le «*Kossuth Hírlapja*» (Journal de Kossuth), dans lequel on trouvait le plus souvent les prises de position personnelles de Lajos Kossuth, et le «*Közlöny*» (Bulletin) publié à partir du 1er juin par le gouvernement Batthyány.

L'accueil réservé à la révolution française de Février

Les députés de l'opposition réformiste commencèrent les travaux de ce qui devait être la dernière assemblée de la Diète hongroise avec l'intention bien arrêtée d'élaborer et de faire passer les lois fondamentales essentielles de la transformation bourgeoise constitutionnelle. Etant

donné que la réalisation de leurs objectifs dépendait de la transformation constitutionnelle de l'ensemble de l'empire des Habsbourg, ils exigeaient parmi les choses les plus importantes l'élaboration d'une constitution pour chacune des provinces de l'empire. Dans le même temps, ils se rendaient compte qu'il fallait aussi pour cela que les événements européens prennent une tournure favorable, et que l'évolution de la situation du continent aurait une influence décisive sur celle de la Monarchie, et donc de la Hongrie. Ils attribuaient une importance immense à l'effet réciproque des événements, dont le rôle décisif a été défini comme suit par József Bajza dans un article où il partage les vues des plus remarquables de ses contemporains: «Les répercussions des événements mondiaux ne se limitent pas à quelques nations. Les instincts et les sentiments, les nécessités d'ordre spirituel aussi bien que matériel forment un véritable système nerveux commun à toute l'humanité. Le climat, la race et le degré de culture ne font que modifier la mesure de ces besoins. C'est pour cela que ceux qui ne voient pas les effets réciproques de ce qui se déroule dans la vie des peuples ne seront jamais capables de se diriger comme il convient dans les affaires politiques. Il n'est pas, sur la scène des événements du monde, d'action isolée (...), et il n'est pas de nation que l'on puisse isoler de l'influence des événements mondiaux. (...) L'étranger présente donc pour nous une importance extrême, car c'est dans l'évolution de la vie universelle des peuples que réside notre propre destin».¹

Pendant longtemps, la majorité de l'opposition réformiste espérait sincèrement que les changements désirés se produiraient dans un cadre constitutionnel. Cependant, les événements qui se déroulèrent à Palerme, à Naples et à Paris vinrent confirmer l'opinion de ceux qui considéraient comme nécessaire de se préparer à une éventuelle solution révolutionnaire de la situation.

Le journal «*Pesti Hírlap*» voulait voir principalement dans la Cour le facteur qui fit éclater à Paris la révolution de février, et l'auteur de l'un de ses articles, en simplifiant beaucoup, crut avoir trouvé cette cause dans l'étroitesse de vues de Guizot. Un commentateur du journal expliquait que ce processus, menant à des événements non désirés, avait commencé «au milieu de l'été dernier», et qu'il était parvenu à sa phase finale lorsque le gouvernement avait refusé de satisfaire aux exigences constitutionnelles légitimes des masses, manquant ainsi l'occasion de calmer l'opinion. Influencé par son premier ministre, le souverain avait cessé d'être au-dessus des partis, avait enfreint l'un des principes fondamentaux de la monarchie constitutionnelle et avait ainsi poussé le peuple à bout: «La monarchie a violé la transaction qu'elle avait passé avec la démocratie. La France a annoncé qu'elle ne transigerait plus»² — écrit le même auteur un peu plus tard, avec des arguments rousseauistes. Le «*Budapesti Híradó*» (Courrier de Budapest), conservateur, ne se contente pas pour sa part d'analyser les phénomènes superficiels. Cherchant à mettre en lumière les connexions profondes, il constate dès le 22 mars que le gouvernement français a négligé «d'élever les devoirs des ouvriers

et des employeurs, des riches et des pauvres, au rang de loi commune», ajoutant que ce même gouvernement «a échoué (...) en ce qui concerne le problème du travail» et que cela «a été la cause principale de la révolution». ³

La première vague de l'insurrection parisienne eut pour effet de faire partir des ministres honnis et de faire abdiquer Louis-Philippe en faveur de son petit-fils. Ce que voyant, le «*Pesti Hírlap*» se serait contenté du renvoi des «coupables», sinon tout simplement du maintien de la monarchie, car c'est en cela qu'il voyait le gage de la position de la France à la tête des mouvements européens. ⁴ Mais le trône du mois de juin devait fatalement être renversé, soulignent deux députés du comitat de Pest, Mór Szentkirályi et Lajos Kossuth, dans leur dernier exposé du 16 avril, «car il s'était appuyé sur la corruption, et non sur la liberté». ⁵ On voit donc que le journal centraliste n'approuvait pas la voie révolutionnaire, et qu'il rejetait celle-ci, pour des raisons tant théoriques que pratiques. Il considérait cependant l'accomplissement de cette même révolution (c'était d'ailleurs le cas, de plus en plus nettement, des observateurs hongrois) comme une conséquence du développement européen, et voulait y voir une stimulation de ce développement. ⁶

Les nouvelles de la révolution de Février concentrèrent l'attention des politiciens hongrois sur la France. Dès le début, Kossuth discerna l'importance extraordinaire que revêtaient les événements qui se déroulaient à Paris. Dans son discours du 3 mars, prononcé à la demande de l'ensemble de l'opposition réformatrice, c'est déjà en ayant connaissance de la révolution qu'il demande à la Diète «d'élever notre politique au niveau des circonstances, avec une décision magnifique, digne de grandes circonstances». Il pressa les Ordres hongrois de se soustraire à l'influence de Vienne et de prendre les mesures sans lesquelles ce serait la révolution à Paris. ⁷ C'est la même position qu'adopte l'auteur d'un article invitant à la modération dans le «*Pesti Hírlap*», qui souligne que la pratique suivie à Paris ne peut être appliquée en Hongrie et qui, faisant allusion aux tâches à résoudre découlant des différences de développement entre les deux pays, veut prévenir d'éventuels abus en Hongrie. ⁸

Faisant un retour en arrière, le «*Kossuth Hírlapja*» écrit que la révolution française a favorisé dans toute l'Europe le réveil de «forces entrées depuis longtemps en effervescence», et que sa renommée à elle seule a suffi à briser partout la résistance de l'absolutisme. Elle a fondamentalement modifié les rapports de force en Europe, et tout cela sans intervention armée, par la force fraternelle de la liberté, souligne le rapport cité précédemment. ⁹

C'est par l'attitude du gouvernement provisoire que le «*Pesti Hírlap*» explique la reconnaissance rapide de la république par l'Angleterre, dont l'auteur attend un renforcement de la paix en Europe, la reconnaissance internationale du gouvernement constitutionnel de la Hongrie et de l'Autriche et l'attribution au plus tôt d'une constitution aux Etats allemands et aux provinces autrichiennes. ¹⁰ Le journal considère également comme importante la consolidation de la paix pour des raisons économi-

ques. En effet, les politiciens hongrois s'étaient rendu compte de l'influence défavorable exercée par les mouvements révolutionnaires sur une économie déjà ébranlée par des crises graves, et ils attendaient, en espérant voir intervenir le plus tôt possible une consolidation générale en Europe, la fin de la « crise des finances et de l'argent ». ¹¹

Ils attendaient donc après les événements de février la réalisation de tout ce que l'opposition réclamait à cors et à cris auparavant (précisément en vue de prévenir les révolutions) des effets positifs de celles-ci. Cette apparente contradiction sera résolue par le gros de l'opposition lorsqu'il se montrera prêt à assumer la révolution qui lui est imposée afin de briser la résistance de l'absolutisme.

Si les politiciens en question prirent bientôt acte de la naissance de la république en France, ils ne se montrèrent pas plus qu'avant disposés à reconnaître dans la révolution l'instrument le plus important de la transformation sociale. Leur but était uniquement de justifier et de faire accepter ce qui s'était passé jusqu'alors. Pour cela, ils s'efforcèrent de faire apparaître sous le jour le plus favorable possible la situation de la France. C'est ainsi que, selon le *«Pesti Hírlap»*, qui exprime en l'occurrence surtout des désirs, «à présent, la révolution est terminée, et le gouvernement provisoire est solide sur ses bases, autant qu'il se peut». ¹² Le 14 mars, le journal ne trouve même pas inquiétante la proclamation de la république, étant donné qu'il ne voit guère entre celle-ci et la monarchie constitutionnelle que des différences de forme et que, pour lui, la France «a été tellement préparée à la république que celle-ci a à présent pour elle jusqu'aux nobles et aux prêtres». ¹³ Ferenc Deák souligne lui aussi, à propos de la république, qu'elle respecte les droits sacrés de la propriété et qu'elle a remporté l'appui unanime des différents partis, et c'est essentiellement en partant de ceci qu'il se rallie à ceux qui la reconnaissent. ¹⁴

Les contradictions qui se firent jour dans le camp de la révolution française de Février

En fin de compte, les membres de l'ancienne opposition réformiste reconnurent unanimement la légitimité de la révolution de Février. Ils n'en distinguèrent pas moins pour autant les contradictions qu'elle comportait sous la surface. Dès le 19 mars, le *«Pesti Hírlap»* parle de l'apparition de nouvelles luttes intestines. Assurant de sa sympathie Lamartine, qui cherche à maintenir l'ordre et à éviter la discorde au sein du camp des vainqueurs, le journal, en contradiction avec ses propres positions antérieures, ne considère plus la révolution comme exclue. ¹⁵

Dans son discours du 3 avril, c'est l'application d'une méthode semblable que propose au gouvernement hongrois Miklós Wesselényi, ¹⁶ qui accepte la percée révolutionnaire mais rejette toutes nouvelles «violences». Les politiciens hongrois intervinrent donc en même temps au nom de l'ordre à propos de deux phénomènes en apparence similaires, alors qu'ils auraient dû se rendre compte, étant donné les différences de développement que présentaient les deux pays, que cet «ordre» avait un contenu différent selon qu'il était établi en France ou en Hongrie. Alors

que l'intervention de la gauche hongroise, qui ne disposait que d'une base réduite, pouvait mettre en danger le fonctionnement de l'unification des intérêts, les «rouges de Paris» exigeaient la solution d'un problème social fondamental et actuel en s'appuyant sur des forces déjà importantes et relativement mobilisables.

Pourtant, le «*Pesti Hírlap*» soulignait dès le 12 mars qu'«alors que la première révolution a été caractérisée par l'ajustement des rapports entre seigneurs et serfs, celle-ci, en cherchant à régler les rapports entre industriels et ouvriers, se trouve devant une tâche beaucoup plus difficile» qui, si elle ne peut être menée à bien, promet encore «de nombreuses secousses», ainsi que l'avait dit Kossuth dans un discours prononcé fin février.¹⁷ Le 21 mars, le «*Budapesti Híradó*» parle à son tour du caractère socialiste de la révolution de Février, ainsi que du problème et des dangers de l'organisation du travail, en soulignant plus qu'aucun autre organe de presse la participation à la révolution des ouvriers, qui ont selon lui un programme entièrement utopique.¹⁸

Les milieux politiques hongrois bien informés observaient avec anxiété l'aggravation des conflits soulevés par les problèmes sociaux et craignaient que le front uni national qui s'était formé dans l'enthousiasme de la révolution de Février ne se désagrège. Le 19 mars, le journal de l'opposition de gauche du gouvernement Batthyány, «*Márczius Tizenötödike*» (Quinze Mars), condamnait encore le caractère considéré comme dictatorial du gouvernement provisoire. Le 26 mars, cependant, il ne parle plus de dictature, mais d'une «politique que l'on sait énergique», et dont — selon le journal — le principal objet est d'améliorer la situation des ouvriers. Par la suite, le même journal continuera de parler favorablement de l'activité déployée par le gouvernement pour porter remède aux maux sociaux, et reproche au ministère hongrois les lacunes qu'il voit dans ce domaine.¹⁹ Dans son numéro du 2 juillet, le «*Kossuth Hírlapja*» met lui aussi en relief cette activité comme constituant la qualité la plus positive du gouvernement de Paris, soulignant que, ne se contentant pas du réaménagement des rapports politiques, ils s'efforcent aussi de changer des «conditions sociales en grande partie dépassées et devenues pathologiques».²⁰

Cependant, le gouvernement provisoire ne parvint qu'à retarder l'éclatement du conflit né de la situation sociale, sans arriver à supprimer ses causes. A Paris, le mécontentement allait grandissant, et le «*Márczius Tizenötödike*» explique par les manoeuvres de la droite, «ultra-révolutionnaire» et par l'indifférence manifestée par les riches devant la misère des pauvres une situation de crise dans laquelle le «*Pesti Hírlap*» ne considère pas comme impossible le retour à la «politique de la guillotine» pour se débarrasser des ennemis de la république.²¹

Pendant cette période, le «*Pesti Hírlap*» ne considérait pas encore le danger de la contre-révolution comme un péril réel, à tel point que, dans son numéro du 9 juin, il mentionne comme un exemple nettement positif l'attitude des partisans de Louis-Philippe et invite expressément les éléments modérés de la vie politique hongroise à prendre modèle

sur eux.²² Il rend responsable de la situation Ledru-Rollin, «qui n'a pas compté avec l'inopportunité de ses idées révolutionnaires outrées et est en voie de devenir un véritable dictateur», et se réjouit de la défaite électorale subie par le politicien radical le 23 avril, ainsi que du renforcement de la position de Lamartine et des siens, qui représentent la tendance modérée, à la session de l'Assemblée constituante²³. Cette fois, pourtant, le journal ne retombe pas dans la faute commise précédemment, et se rend compte que, derrière la détente apparente, «on ne peut considérer la question du socialisme que comme remise», et que la devise du parti extrême, «il faut recommencer», représente plus qu'une «menace sans conséquence».²⁴

On voit donc se dessiner nettement l'opinion opposée de ces deux tendances divergentes de la transformation bourgeoise constitutionnelle de la Hongrie, dont les tenants, de toute évidence, furent largement influencés par les problèmes actuels du pays dans le jugement qu'ils portèrent sur l'intervention des groupes politiques qui attaquèrent le gouvernement provisoire de plusieurs côtés.

En fin de compte, l'anxiété manifestée dans les colonnes du «*Pesti Hírlap*» n'était pas dépourvue de fondement. Le 15 mai, la menace à laquelle il faisait allusion devenait réalité à Paris. Miklós Jósika analyse dans un article les événements de Paris dans le contexte de l'ensemble des changements intervenus en Europe, et il y considère la coïncidence dans le temps des mouvements de Paris, Vienne, Berlin et Naples comme n'étant nullement un effet du hasard. Ces «mouvements sont largement en accord dans leurs tendances, et leurs objectifs reposent sur une base beaucoup plus vaste qu'on ne le croit généralement»,²⁵ écrit-il le 30 juin. Le «*Márczius Tizenötödike*» s'efforce de cerner de la manière suivante ce que signifie cette «base beaucoup plus vaste» et de définir les forces qui sont réellement à l'arrière-plan de cet «accord dans leurs tendances»: «Ces mouvements sont provoqués par des partis secrets financés par des fonds royaux», écrit-il, en cherchant à mettre en lumière les causes des insurrections.²⁶ Les soulèvements populaires dont ces capitales furent le théâtre attirèrent donc l'attention des observateurs sur le fait que la première vague révolutionnaire du printemps n'avait pas supprimé entièrement les antagonismes, ce qui fait conclure à Zsigmond Kemény que «de nombreux problèmes apparemment réglés ont resurgi» et qu'«à part la guerre de religion, il est fort possible que nous retombions dans toutes les luttes d'autrefois».²⁷

L'aggravation des conflits sociaux et l'insurrection ouvrière mois de juin.

Bien que Paris ait retenti le 15 mai de cris de «A bas le communisme!», la situation de la république continua de se dégrader. En effet, en plus de la propagande socialiste mise en oeuvre plus tôt, on vit aussi les monarchistes se manifester ouvertement dans les rues, — aux cris de «Vive Napoléon, vive l'Empereur!» le 12 juin —, et la république dut dès lors combattre sur deux fronts.²⁸

Les chroniqueurs du «*Közlöny*» et du «*Pesti Hírlap*» étaient d'accord pour constater que la position du gouvernement était surtout menacée par l'aggravation constante de la situation des ouvriers. Dès le 23 mars, le «*Pesti Hírlap*» exprime ses craintes à l'égard de la solution proposée avec la création des Ateliers nationaux: «de nombre des ouvriers inscrits, qui sont excités constamment par les thèses socialistes», est désormais de 45 000, et avec un salaire journalier de 90 francs, «il sera difficile (...) de tenir longtemps». D'après les informations recueillies par le «*Közlöny*», une antipathie croissante se faisait jour parmi les habitants aisés de Paris, à tel point que le gouvernement lui-même envisageait de supprimer les Ateliers, car ils «étouffent l'industrie privée et font obstacle à la reprise du travail libre». Cette décision devenait d'autant plus urgente que, comme l'indiquait Falloux dans son discours du 29 mai, nombreux étaient ceux qui voyaient dans les Ateliers nationaux «la source d'une effervescence menaçante».²⁹

Les milieux politiques parisiens — et les observateurs hongrois — voyaient donc une menace croissante dans la présence directe d'une classe ouvrière nombreuse et organisée, et ils sentaient aussi de plus en plus la proximité d'une insurrection sanglante. Si le «*Közlöny*», confiant dans l'habileté du gouvernement, n'avait pas encore abandonné le 10 juin son espoir d'une solution pacifique et de la victoire des partisans de l'ordre,³⁰ le «*Pesti Hírlap*» avertissait déjà ses lecteurs que des dissensions fatales s'étaient produites dans la société française et soupçonnait que l'éclatement des conflits était désormais inévitable. «La graine du péril a été semée (...) *entre fortunés et sans fortune* [c'est l'auteur qui souligne], et des préparatifs sont en cours pour faire triompher le communisme».³¹

L'auteur de cet article a donc su voir là le conflit fondamental qui allait mettre le feu aux poudres et provoquer les révolutions à venir, ainsi que ses vecteurs. Par la suite (tirant les enseignements de l'insurrection ouvrière du mois de juin), le «*Kossuth Hírlapja*» démontra que cet état de choses était l'aboutissement d'un long processus historique et que la révolution sociale était inévitable dans des circonstances données, exposant ainsi pour l'essentiel le principe du développement évolutif débouchant sur la révolution. «Les révolutions sociales ne sont pas l'aboutissement d'une journée, ni d'une année. Elles procèdent de toute une série lente, et sont parfois poussées en avant par les événements parfois ralenties par des obstacles mais, pour finir, au fur et à mesure que le flot grossit, son offensive devient plus effective et plus difficile à endiguer»,³² peut-on lire dans ses colonnes le 23 juillet. Un autre auteur souligne dans le même journal que le prolétariat est le produit de ce développement évolutif, et qu'il ne s'agit nullement d'un phénomène purement français, mais d'un phénomène européen. «Le prolétariat n'est pas l'enfant nouveau-né de 1848, pas plus qu'il n'est un produit exclusif de la terre de France. Il pèse sur le genre humain comme le fardeau des fautes commises dans les siècles d'antan. Ses racines sont ramifiées et profondes dans le corps de l'Europe, à cette différence près

qu'en France et en Angleterre, cette racine a forcé au point de produire des plants, qu'elle commence à pointer de jeunes pousses en Allemagne et qu'elle s'apprête seulement à germer dans les Etats européens plus petits. Mais la plante est présente partout, à certains endroits à l'état de fruit mûr, et à d'autres à l'état de racine ou de premier bourgeon». Ceci ne signifiait pourtant pas, loin de là, que Kossuth et ses collaborateurs aient considéré la révolution sociale comme inéluctable dans l'Europe tout entière. Ils attiraient seulement l'attention de leurs concitoyens sur la possibilité de la chose, sur son «danger», et ils s'efforçaient dans le même temps de trouver un remède au mal: «d'un des principes essentiels de la monarchie était de «maintenir le bien-être des gens fortunés aux dépens d'un nombre grandissant de pauvres». «C'est là la source originelle du prolétariat». La république, par contre, avait pour principe «de favoriser le bien-être du plus grand nombre, même s'il faut pour cela exercer une pression sur la minorité — et ce sera là l'unique remède au prolétariat».³³

En réalité, la république ne pouvait garantir à elle seule la guérison des plaies du prolétariat, et le «*Kossuth Hírlapja*» l'avait déjà démontré en analysant les événements de France. Mais distinguer la voie permettant de trouver une issue à cette situation dépassait les capacités des chefs hongrois de la transformation révolutionnaire, habitués aux conditions de la Hongrie. C'est certes là une ombre au tableau esquissé, mais cette ombre ne peut et ne doit pas obscurcir pour autant l'importance énorme que revêt le fait que ces hommes ont approché toute cette problématique d'une manière en de nombreux points dialectique et qu'ils ont su distinguer les antagonismes de classe fondamentaux.

En se penchant sur les causes de la naissance du prolétariat, Józsa Nyíri serre de beaucoup plus près la vérité en considérant la classe ouvrière comme le produit du développement de l'industrie mécanique et des processus économiques ayant accompagné ce développement: «Sous sa forme actuelle, menaçante, le prolétariat est surtout né de la victoire du capital sur la manufacture. L'industrie et l'application au travail d'artisans adroits et connaissant bien leur métier mais entravés par la pauvreté et une famille nombreuse ne pouvaient soutenir la concurrence représentée par le coffre-fort d'usines florissantes (...). On peut dire sans crainte de se tromper qu'en Angleterre, en France ou en Belgique, chaque merveilleuse machine nouvelle a ruiné un millier de familles. Et ces mille familles, vaincues par l'argent du capital, se sont trouvées contraintes d'abandonner leur propre affaire pour aller travailler dans les usines comme journaliers».³⁴ peut-on lire dans le numéro du 24 octobre du «*Márczius Tizenötödike*».

Comme on sait, les contradictions en question aboutirent en fin de compte à l'insurrection armée des ouvriers parisiens, et cette entreprise désespérée entraîna une sanglante répression de la part de la bourgeoisie aisée, qui se sentait menacée dans son existence même. On peut lire dans le numéro du 8 juillet du «*Kossuth Hírlapja*» un article d'Emil Ábrányi

— écrit sous un angle caractéristiquement bourgeois — sur les événements de juin et sur leurs enseignements. De l'avis d'Ábrányi, cette «révolte sanglante» avait eu deux facteurs: d'une part la réaction, appuyée par de l'argent venu de Russie et la tyrannie de l'Europe occidentale, et d'autre part le prolétariat, deux forces qui, étant donné qu'elles étaient faibles prises séparément, avaient dû s'unir pour prendre la république entre deux feux. L'auteur se réjouit du «triomphe» de Cavaignac, qu'il considère comme un gage du sauvetage de l'Europe et de la liberté, parce que selon lui, la chute du gouvernement posait deux choix: c'était ou bien Napoléon et la réaction européenne, ou bien Barbès ou Blanqui, cette dernière solution entraînant automatiquement une menace pour la liberté bourgeoise et un affrontement à l'échelle européenne des riches et des pauvres. Il considère comme le plus grand danger pour la république française le prolétariat, mais il attire dans le même temps l'attention sur l'importance de son action, car il voit en lui le pilier le plus important de la société et insiste sur l'urgence que présente l'amélioration de ses conditions d'existence. Il rend également responsables des événements les dirigeants de la république, qui n'ont, selon lui, pas accordé au prolétariat l'importance qu'il méritait, le jetant ainsi dans les bras de la réaction³⁵.

Le 11 juillet, Lajos Kossuth parla dans son discours à la Diète de la situation provoquée par les événements de juin: «La France a connu là un second 18 Brumaire. La France est à la veille de la dictature, et il se peut que le monde voie surgir de cette situation un nouveau Washington, mais il se peut aussi que ce soit un nouveau Napoléon». Mais il faut tirer la leçon des événements et voir que lorsqu'une nation «s'efforce de conquérir la liberté», «c'est en dépassant les limites permises qu'elle se retrouve le plus vite sous le joug de l'asservissement».³⁶ Kossuth insiste donc plutôt sur la responsabilité de la classe ouvrière car, à son avis, son intervention a eu pour effet de mettre fin à la paix régnant depuis le mois de février, et parce que selon lui, les exigences qu'elle a manifestées ont poussé dans le camp de la contre-révolution des couches sociales qui, si elles s'étaient engagées sentimentalement sous la bannière de la république, ne s'en étaient pas moins senties menacées dans leur existence même. Dans le même temps, il sut bien voir que les problèmes qui avaient provoqué l'insurrection n'avaient pas trouvé non plus leur solution avec la victoire de Cavaignac, et que l'issue des combats qui allaient se dérouler au cours des mois à venir serait d'une importance décisive pour l'avenir de la France et de l'Europe. Contrairement à Ábrányi, cité plus haut, Kossuth sut voir aussi dans la dictature de Cavaignac une menace pour les libertés bourgeoises, et c'est très nettement l'éventualité «washingtonienne» qu'il approuvait. Par contre, le fait qu'il a recours au terme d'un «second 18 Brumaire» laisse penser que la tendance des événements lui faisait paraître plus vraisemblable l'avènement d'un nouveau Napoléon. Avec cette formule, il souligna de manière plus forte que jamais le danger que représentait le danger de l'absolutisme, et il distingua dans les événements de juin le premier maillon de la chaîne

conduisant au Second Empire, devançant en cela la majorité de ses contemporains.

Les généraux du gouvernement révolutionnaire hongrois étaient alors pour la plupart de l'opinion d'Ábrányi, considérant l'activité de Cavaignac comme le gage d'une issue heureuse aux événements, car ils voyaient en lui un homme d'Etat menacé des deux côtés, travaillant à l'élaboration de la paix et au maintien de l'ordre, et en somme une version française de leur propre position.

La «consolidation de Cavaignac» et ses répercussions internationales.

Après les événements de juin, les dirigeants hongrois suivirent avec la plus grande inquiétude l'évolution des affaires intérieures françaises. La plupart d'entre eux considéraient encore la France comme la source de la civilisation européenne, et bien que la confiance absolue de quelques-uns d'entre eux ait été ébranlée, ils étaient encore nombreux à voir en elle un «*Jupiter tonnant*» trônant au centre de l'Europe et à en attendre la pose de la première pierre de la paix mondiale.³⁷ József Eötvös, pour sa part, ne partageait pas les vues de ceux qui avaient exclusivement confiance en Paris. «Les intérêts de la civilisation ne sont pas représentés exclusivement par la France, mais par toutes les nations civilisées d'Europe.» Lorsque «tel ou tel avis est exprimé par la France sur une question donnée, il ne peut en aucun cas trancher la question pour autant (...) il nous faut aussi prendre en considération la position des autres nations»,³⁸ déclare-t-il résolument. A propos du discours prononcé le 11 juillet par Kossuth et cité plus haut, il met également en garde contre une surestimation de l'importance de l'orientation de la France. Kossuth avait en effet dit: «J'ai pour ma part éprouvé la plus grande sympathie pour la nation française dans l'ancien monde, mais je ne veux pas voir ma vie dépendre de sa protection ou de son alliance (...) de quelque manière qu'évolue la situation française, (...) un fait demeure certain: la France est loin. On peut s'appuyer sur les sympathies françaises. C'est ainsi que la Pologne s'est appuyée uniquement sur des sympathies, et la sympathie y était, mais la Pologne n'existe plus». Evoquant l'histoire, Kossuth dénonça ainsi le caractère indéfendable de la position de ceux qui voulaient faire dépendre l'avenir de la Hongrie exclusivement d'une aide extérieure.

Dirigeant l'attention de ses lecteurs sur les complications de la politique intérieure, le «*Kossuth Hírlapja*» continue de considérer l'action de Cavaignac comme nécessaire et même rassurante car «depuis la naissance de la république, les partis ne s'étaient pas affrontés avec autant d'acharnement» et «l'antipathie qui oppose les riches aux pauvres depuis toujours a dégénéré en une lutte à mort». Le journal rend responsable de cet envenimement des conflits Proudhon qui, par son excitation à la révolte portant «gravement atteinte à la base même de l'ordre social, la propriété» a déchaîné les «passions mauvaises».³⁹

László Madarász condamne lui aussi ce qu'il considère comme les principes fondamentaux du communisme et déplore sa soi-disant apparition en Hongrie.⁴⁰ Ferenc Deák rejette lui aussi la propagande socialiste,

mais sans déclarer ouvertement que les principes de sa théorie sont impossibles. Il se limite à en nier l'actualité et à émettre des doutes sur son application pratique à cette époque.⁴¹

On parla entre autres, pour mettre fin aux troubles causés par les prolétaires, d'envoyer les ouvriers à Alger. «La réalisation de ce plan sera d'une importance qui fera date, car il aura pour effet d'enrichir l'économie nationale de la France d'une colonie d'un gros rapport et de tremper de façon incalculable la force de la république», peut-on lire dans un article du 20 septembre du *«Kossuth Hírlapja»*, qui approuvait cet exutoire aux tensions sociales.⁴² Le journal considère également que le fait d'éloigner les éléments dangereux, entre autres Lammenais, pourrait guérir Paris de ses «maux», et dans son *Journal*, István Széchenyi ne trouve rien à redire à cette idée.⁴³

Pour le *«Pesti Hírlap»*, Paris est le théâtre d'une apparition «du communisme dans tous les coins».⁴⁴ Pour sa part, le *«Közlöny»* considère comme le principal allié des «communistes» Ledru-Rollin qui, bien qu'il «ne soit pas socialiste lui-même», donne l'impression dans ses discours «de vouloir rester en rapports» avec eux et de tout faire pour garder sa position en tant que «chef du parti le plus extrême». Devant le danger croissant, le journal continue de réclamer l'unité des partisans de l'ordre, ce qui éviterait au pays la discorde de la «bourgeoisie riche».⁴⁵ Le *«Kossuth Hírlapja»*, qui continue d'attendre de la gauche le plus grand péril, salue de son côté la concentration des forces «modérées et légitimistes» contre les républicains rouges et y voit un signe d'alliance «pour le bien public».⁴⁶

Au cours de la période qui suivit juin et dura jusqu'à la fin de septembre, la majorité des politiciens hongrois en vue continua de sympathiser avec les partisans de l'ordre, autrement dit avec la dictature de la «bourgeoisie riche». Ils étaient d'accord avec la politique étrangère de celle-ci et, prenant en considération les tâches de politique intérieure devant lesquelles elle se trouvait placée, ils approuvaient ses réserves devant les combats dont l'Italie était le théâtre.⁴⁷ Ils pensaient que ces considérations coïncidaient avec ce qu'attendaient les autres pays, et surtout avec les idées de Palmerston, en qui ils voyaient un homme politique d'une importance décisive en Europe. Le *«Kossuth Hírlapja»* se réjouit de cette identité de vues entre les deux grandes puissances car, pour lui, «cette entente cordiale représente la pierre angulaire de la paix du continent tout entier».⁴⁸ Ces politiciens ne surent pas voir que le maintien de la paix dans ces conditions équivalait à trahir la révolution italienne, ce qui serait nécessairement suivi de la trahison de la révolution hongroise.

Les politiciens et les organes interrogés approuvaient l'action de Cavaignac, car ils considéraient comme d'une importance primordiale la normalisation de la situation intérieure de la France. Dans son numéro du 26 août, cependant, le *«Kossuth Hírlapja»* parle déjà de tendances négatives se manifestant dans la pratique, et en tire la conclusion suivante: «Nous sommes convaincus que la liberté qui doit apporter son

salut à l'Europe et à l'humanité ne peut s'épanouir en suivant la voie montrée par l'Angleterre, ni même par la France, car sur cette voie, c'est toujours et partout l'égoïsme et l'intérêt matériel propre qui comptent le plus. Pour notre part, c'est en Allemagne que nous voyons le plus grand nombre d'éléments de la liberté désirée, une liberté basée sur une égalité et une fraternité réelles.⁴⁹ Et, bien que l'on ne puisse pas, loin de là, considérer cette position comme une opinion générale prévalant à la fin du mois d'août dans les milieux politiques dirigeants hongrois, sa formulation marque le début du processus à l'issue duquel l'Allemagne vint occuper dans les vues européennes des politiciens hongrois la place privilégiée qu'ils avaient accordée jusque là à la France.

Les changements intervenus dans l'opinion sur la dictature de Cavaignac et sur l'attitude de l'opposition de gauche.

«A l'heure actuelle, l'Europe est à la veille d'une ère nouvelle, et comme nous ne pouvons distinguer les uns des autres les différents éléments dans l'obscurité générale, nous ne pouvons que tâtonner en nous fiant à nos instincts»⁵⁰ peut-on lire dans le numéro du 20 septembre du *«Kossuth Hírlapja»*. Pour le correspondant à Cologne du *«Pesti Hírlap»*, «on peut se rendre compte dans l'opinion publique que nous sommes parvenus à un tournant [c'est moi qui souligne, G. E.], et peut-être la question du «tout ou rien» sera-t-elle réglée plus tôt que nous ne pensons».⁵¹ Un autre journaliste, à propos de la situation à Vienne, est également d'avis que «d'une part, la réaction se fait chaque jour plus forte et plus décidée, et d'autre part les yeux du peuple sont de plus en plus dessillés sur la réaction», mais il n'est pas en mesure de se prononcer sur les chances de victoire des partis.⁵²

D'après les deux organes de presse soutenant le gouvernement révolutionnaire hongrois, la lutte opposant les contre-révolutionnaires aux forces révolutionnaires était parvenue à la mi-septembre à une nouvelle étape. Les politiciens hongrois avaient observé que la percée spectaculaire opérée un peu partout en Europe par la réaction en juillet et août avait secoué les partisans du progrès de leur engourdissement, et qu'elle portait en elle les germes d'un déchaînement ouvert des conflits existant entre les forces opposées, d'une guerre décisive dont l'issue était incertaine. Bien qu'ils aient situé la guerre révolutionnaire et les possibilités d'un nouvel essor imprimé au développement européen dans la zone où ils voyaient les peuples ayant intérêt à un réaménagement territorial et consacrant leurs efforts au lancement du développement national ou à sa réalisation se dresser contre les intérêts des grandes puissances liées par une alliance réactionnaire, la transformation des rapports de force internationaux à son début — de même que l'évolution en septembre et octobre de la révolution hongroise — devait entraîner une modification des opinions professées jusque là à l'égard de la France.

Sous l'influence des événements qui se déroulèrent à l'automne en Europe centrale, en effet, les dirigeants de la vie politique hongroise, non seulement acceptèrent tout simplement la révolution comme l'une

des alternatives du développement social, mais encore en attendirent expressément l'avènement, en espérant une transformation de relations internationales évoluant défavorablement et la défense de ce qui avait pu être atteint en Hongrie au plan de la transformation bourgeoise et de l'autodétermination nationale. Le changement de conception qui se produisit dans l'approche des événements entraîna tout naturellement une révision des positions hongroises sur les tendances de la politique intérieure française.

On peut lire dans le «*Pesti Hírlap*» que l'aggravation de la situation économique et la «misère générale» avaient eu pour effet de tourner les départements contre le principe de la république, ce pourquoi — comme le déclara en substance Lamartine — «une grande partie du peuple est désormais froide et indifférente à l'idéal que la révolution de Février lui avait donné». ⁵³ Mais ce n'est plus uniquement les socialistes que le journal rend responsables de la situation. C'est ainsi qu'il qualifie de «dure, mais juste sur bien des points» l'intervention du 19 septembre de Ledru-Rollin dans laquelle le politicien français condamne la république pour n'avoir pas tenu compte des «griefs de classe des pauvres». Dans le même temps, revenant sur ses illusions antérieures, il considère comme nécessaire, au lieu des cadres de la république qu'il tenait jusque là pour bons, la mise en place de réformes sociales en profondeur servant les intérêts des couches pauvres. «Ceux qui pensent que le système républicain suffit au bonheur de la France et qu'il n'est pas besoin de se mêler davantage de l'amélioration du sort du pauvre peuple ou d'aplanir les rapports pleins de frictions entre riches et pauvres se leurrent terriblement. À l'heure actuelle, la France a dépassé le stade des simples fondements républicains (...) Elle s'inscrit avec une nouvelle initiative dans l'histoire de l'humanité, et si la république démocratique ne veut pas satisfaire aux légitimes exigences de celle-ci, elle va au devant de nouveaux troubles, qui seront peut-être encore plus sanglants que ceux qu'elle a connus jusqu'ici». ⁵⁴

Cet article que nous citons intentionnellement longuement, et dont l'auteur ne se nomme pas, réclame donc un régime étatique d'un type nouveau, ne reculant pas même devant la mise en place de mesures sociales suivies, ce qui ne signifiait évidemment pas, loin de là, l'approbation des aspirations «communistes». Parallèlement à la découverte de la nécessité de procéder à des changements sociaux en profondeur, on voit apparaître dans la presse hongroise une condamnation de la politique intérieure anti-démocratique de Cavaignac, suivie d'une modification de l'opinion jusque là favorable professée à l'égard de la politique étrangère du ministre français. L'auteur d'un article reproche au gouvernement républicain de «s'engourdir dans la tendance égoïste à satisfaire à son désir de se maintenir (...) en trahissant les peuples en progrès». ⁵⁵ «Paris lui-même, souffrant dans les chaînes qui l'entravent, a replongé dans les abysses les peuples partis à l'assaut du progrès et leur a ôté tout courage pour longtemps», ⁵⁶ peut-on lire dans le «*Kossuth Hírlapja*», qui rend ainsi Cavaignac responsable de la nouvelle vague réactionnaire qui balayait

l'Europe et de la trahison de la Turquie et des principautés roumaines. Le journal voit dans l'offre d'aide faite à Pie IX, un pape «faible de caractère», tremblant devant les révolutions, le couronnement de la politique étrangère favorable à la contre-révolution de la république, et reproche à celle-ci d'être prête à intervenir à Rome «parce qu'on a cassé quelques carreaux au Pape», alors qu'elle a refusé toute aide à Venise, assiégée des mois durant.⁵⁷

En dépit d'antécédents prometteurs, la France refusa également son aide, même purement morale, à la Hongrie. On sait que, dès son entrée en fonctions, le gouvernement Batthyány fut en rapports constants avec le ministère français des Affaires Étrangères, et qu'à l'issue de diverses négociations de médiation, il sembla possible à la fin du mois d'août de procéder à une reconnaissance mutuelle des deux gouvernements. Le ministre des Affaires Étrangères, Jules Bastide, avait déjà nommé en la personne de Pascal Duprat, connu pour ses idées profondément républicaines et son amitié pour la Hongrie, un ambassadeur français à Buda, lorsque les dirigeants hongrois, qui venaient d'apprendre que les ambassadeurs hongrois à Francfort étaient à la veille d'être reconnus officiellement, chargèrent le 31 août (conformément aux plans élaborés préalablement pour ce qui touchait à la représentation à l'étranger de la Hongrie) László Teleki de contribuer à ce que la Hongrie occupe en Europe la place «qui revient à une nation comptant quatorze millions d'âmes et ayant faites siennes sans perdre un instant les idées modernes». Mais la cour contre-révolutionnaire de Vienne ayant protesté, Bastide annula le mandat de Duprat, et il se refusa à s'entretenir avec Teleki autrement qu'à titre privé.

La reconnaissance officielle de la Hongrie échoua donc, ce qui ne signifiait pas pour autant que la démarche de Kossuth et de ses collaborateurs ait manqué de fondement ou de réalisme. En effet, en 1848, la politique étrangère de la France ne suivait pas une ligne nette et bien définie. On peut aussi bien lire dans les déclarations des responsables de cette politique la sympathie à l'égard des nations opprimées (dont la Hongrie) que le désir de voir se maintenir la monarchie des Habsbourg (on jugera de ces contradictions en sachant que, dans une lettre adressée le 26 septembre à l'ambassadeur de France à Vienne, De la Cour, Jules Bastide mentionne la possibilité d'une guerre contre l'Autriche dirigée par la France).

On peut distinguer les différentes alternatives de la politique étrangère française adaptées aux diverses possibilités d'évolution de la situation internationale dans ces apparentes contradictions. Le gouvernement hongrois révolutionnaire choisit la seule solution possible lorsque, se rendant compte des possibilités (et des limites) allant de pair avec les événements internationaux et français de cette période de transition, il s'abstint de se lier d'une manière unilatérale, sans pour autant rejeter les tentatives faites pour nouer des relations. La décision prise à Paris, sous l'influence du déplacement des rapports de force vers la contre-révolution, remet d'autant moins en question le caractère de politique

réaliste de cette méthode que cette décision du gouvernement français, qui tablait sur le rôle stabilisateur de l'empire des Habsbourg ne sut pas voir, contrairement à Kossuth, que Vienne n'était à même de régler ses propres problèmes qu'avec l'aide du tzar, et que sous sa forme d'alors, ledit empire, qui était assujéti à la Russie tzariste, se soumit à elle et s'opposa rigidement à toute tentative de remaniement, n'était déjà plus capable en soi et à long terme d'assumer les fonctions qui lui étaient imparties.⁵⁸

Le rapport envoyé de Paris le 6 octobre par László Teleki qualifie tout au plus d'avertissements à l'Autriche les gestes de rapprochement esquissés plus tôt par la France et la possibilité d'une alliance avec la Hongrie. Il voit un lien entre le changement d'attitude de Bastide et de ses amis et leur «peur des socialistes», ainsi qu'avec leur désir «d'entretenir de bonnes relations avec les forces conservatrices étrangères» afin de consolider leur situation intérieure. De l'avis de Teleki, le gouvernement français avait entièrement oublié entre-temps le «fondement même de son existence», la révolution, et il lui prédit une chute rapide et un nouveau triomphe de la monarchie au cas où il ne modifierait pas sa tactique.⁵⁹

Les perspectives de l'élection présidentielle et le rôle politique prévisible de Napoléon.

Le régime politique intérieur et extérieur de la France à la veille des élections présidentielles du 10 décembre présentait donc de graves contradictions sautant aux yeux. Le régime de Cavaignac, qui avait eu le dessus sur l'insurrection ouvrière de juin, était menacé de crise de divers côtés. Le «*Kossuth Hírlapja*» analyse en détail l'apposition française, des plus composites, qui déployait une activité de plus en plus grande. On peut y lire que le «communisme», qu'il considère comme «une absurdité complète en tant que thèse scientifique et le plus grand fléau de l'humanité», ne pourra être réalisé, s'il l'est jamais, qu'à «l'avenir», alors que l'époque de la «haute bourgeoisie» représentée par Achille Fould est déjà révolue et que Louis-Bonaparte et les partis dynastique ne représentent pour leur part que «l'ère de l'aveuglement».⁶⁰

Dans le rapport du 6 octobre cité plus haut, Teleki ne considère pas le gouvernement devenu minoritaire à l'Assemblée nationale comme capable de garder l'initiative des choses. Il trouve Paris terriblement calme et, tout en soupçonnant «les bonapartistes et les rouges» de conspiration, il tient pour négligeable l'influence de Ledru-Rollin, qui est encore le plus proche de ses idées. «La France est sans doute sur la voie de la réaction (...), car tous ses maux proviennent du fait qu'elle n'a pas de grand homme»,⁶¹ conclut-il avec résignation, en plaçant au premier plan les antécédents subjectifs du virement à la contre-révolution.

Les dirigeants politiques hongrois recevaient donc des nouvelles pour le moins pessimistes de leur envoyé à Paris. Ils considéraient que les personnages de premier plan n'avaient pas de principes et représentaient des éléments nuisibles au développement européen, et tenaient les «socialistes» (non sans plaisir) pour des gens trop faibles pour prendre le pou-

voir. En majorité ils acceptaient les vues représentées par Ledru-Rollin. Le changement des rapports de force en Europe et en Hongrie jouait incontestablement un rôle dans ce phénomène, mais celui-ci indiquait également que la modération dont Kossuth et ses amis firent preuve en 1848 ne procédait pas essentiellement d'une étroitesse de vues attribuée à leur qualité de nobles, mais bien plutôt du fait qu'utilisées en Hongrie, pays beaucoup moins développé, les méthodes de traitement des «maux» qui affligeaient la société de pays développés et qualitativement différents n'auraient pu que conduire à l'aggravation des conflits existant dans les milieux dirigeants, à la désagrégation et à l'échec immédiat de ceux-ci.

«La question essentielle est de savoir qui sera le président de la république. Cette question rejette les affaires étrangères au second plan, et le gouvernement cherche à tirer gloire du maintien de la paix», écrit Teleki le 6 octobre dans son rapport.

Le «*Pesti Hírlap*», d'accord avec les «républicains rouges et innés», exprime sa désapprobation devant les compétences trop étendues du président qui sera élu. Il est intéressant, peut-on lire dans l'article du 18 novembre condamnant l'article de loi qui prévoyait des mesures favorables au tournant monarchique et absolutiste, «de voir un président qui, au lieu de s'intégrer au ministère, est au-dessus de celui-ci (...). Un tel président est un monarque élu disposant de pouvoirs restreints». ⁶² Le journal n'aurait peut-être pas considéré la situation comme aussi grave si les perspectives avaient permis de prévoir l'élection d'un politicien adéquat. Mais en Hongrie, personne ne croyait à l'élection de Ledru-Rollin, ⁶³ et tout le monde voyait que Lamartine avait «déjà joué la plus grande partie de son rôle». ⁶⁴ Bien que le «*Kossuth Hírlapja*» rende compte début décembre d'une nouvelle avance de Cavaignac et lui attribue l'appui de la majorité à l'Assemblée, il considère que cela est encore bien peu par rapport au «peuple trompé», ⁶⁵ et il voit «avec tristesse que c'est une personnalité faible et dénuée de talents», Louis Bonaparte, qui a toutes les chances de gagner. ⁶⁶ «Les hasards de la naissance auraient difficilement pu mettre un individu plus médiocre à la tête de l'Etat», écrit aussi le «*Pesti Hírlap*», qui croit déceler l'unique aspect favorable de la situation dans le fait qu'il ne tient pour possible l'entrée en scène de Bonaparte que parallèlement à une guerre européenne. Etant donné qu'il considère par ailleurs ce conflit européen comme inéluctable à cause de la réaction viennoise et prussienne, du «misérable esprit qui règne au parlement de Francfort», du nouvel essor que connaissait alors le mouvement révolutionnaire en Italie et d'une conspiration panslave supposée, le journal déclare préférer un affrontement ouvert et bien en face à des tergiversations à l'issue douteuse de la lutte contre l'absolutisme par voie de «combats de guérilla». ⁶⁷

Teleki jugea que Napoléon n'avait pas l'intention d'entamer un conflit avec l'Autriche, et c'est dans le chef des Montagnards, Ledru-Rollin, qu'il plaçait son unique espoir. ⁶⁸ Les élections se déroulèrent conformément aux prévisions. «En février, Paris a offert aux départements la république. Ceux-ci se libèrent de l'autorité de Paris grâce au

suffrage universel. Et à présent, les départements font revivre à Paris, dans un Bonaparte, le principe monarchique»,⁶⁹ peut-on lire dans un article sur les résultats publié par le *«Pesti Hírlap»*, qui rend compte dès janvier 1849 du retour en masse des monarchistes à la direction politique.⁷⁰

En dépit de ce retournement défavorable, Kossuth et ses amis continuèrent d'accorder à la France une importance de premier plan au point de vue des répercussions européennes. Dans la situation donnée, ils s'efforcèrent de faire de l'ambassade de Hongrie à Paris un véritable centre diplomatique. Ils envoyèrent en France, pour seconder Teleki, deux intellectuels fort doués mais débutants en matière de diplomatie, Frigyes Szarvady et József Irinyi, afin de maintenir la liaison entre une Hongrie cernée par les troupes contre-révolutionnaires et l'Europe.

Ils continuaient en effet de considérer comme essentiel de se procurer les informations internationales les plus précises possible avant de prendre leurs décisions et de conduire la guerre d'auto-défense révolutionnaire justifiée de la Hongrie contre la contre-révolution des Habsbourg, qui violait ouvertement les lois sanctionnées par le souverain.

NOTES

¹ *Kossuth Hírlapja* (abrégé par la suite en KH). 1er juillet 1848, p. 4.

² *Pesti Hírlap* (abrégé par la suite en PH). 21 oct. 1848, p. 987; mars, p. 188.

³ *Budapesti Híradó* (abrégé par la suite en Bp. H). 23 mars 1848, p. 284.

⁴ «C'est là, au nom de la monarchie, la limite la plus extrême; tout ce qui va plus loin ne peut qu'accumuler les malheurs», peut-on lire dans le numéro du 5 mars du PH, en page 188.

⁵ Oeuvres complètes de Lajos Kossuth (*Kossuth Lajos Összes Művei*), abrégé par la suite en KÖM, T. XI. (Ed. par István Barta), Budapest, 1951, p. 742.

⁶ Cf. n° du 5 juillet 1848 du KH, p. 13, et le discours du 4 avril 1848 de Ferenc Deák, in *Deák Ferenc Beszédei* (discours réunis par Manó Kónyi), Budapest, 1886, T. II, p. 43.

⁷ KÖM XII (sous la dir. d'István Sinkovics), Budapest, 1957, pp. 124 à 140; *Ferenc Pulszky: Életem és korom* (Ma vie et mon époque), publié par Mór Ráth, 1880, T. II, p. 34; «La Hongrie de 1848 connaissait bien la France; l'influence française y était profonde», écrit Paul Bouteiller dans *«La révolution française de 1848 vue par les Hongrois»*, Paris, 1949, p. 19.

⁸ PH, 10 mars 1848, p. 203. Cf. la lettre d'István Széchenyi à Antal Tasner, Pozsony (auj. Bratislava), 2 mars 1848 et 6 mars 1848. Cf. les Lettres du Comte István Széchenyi (*Gróf Széchenyi István levelei*), réunies par Béla Majláth, T. III, Budapest, 1891, pp. 596 et 600, la lettre d'István Széchenyi à György Apponyi, Vienne, 2 mars 1848. Cf. Imre Deák: «1848, a szabadságharc története levelekben ahogyan a kortársak látták» (1848. L'histoire de la lutte pour l'indépendance dans la correspondance des contemporains) Budapest, 1942, p. 20, et György Spira: «1848 Széchenyi és Széchenyi 1848-as» (Le Széchenyi de 1848 et le 1848 de Széchenyi), Budapest, 1964, pp. 47 et 40.

⁹ KH, 5 juillet 1848, p. 13, KÖM XI, p. 740.

¹⁰ PH, 13 mars 1848, p. 215, 21 mars, p. 239.

¹¹ PH, 21 mars 1848, p. 240, lettre de Miklós Wesselényi à Lajos Kossuth, Zsibó, 9 mars 1848. Cf. les lettres inédites du baron Miklós Wesselényi à Lajos Kossuth (*Báró Wesselényi Miklós, kiadatlan levelei Kossuth Lajoshoz*), éd. par Zoltán Ferenczi, Budapest, 1903; p. 117; pour le rapport d'ambassadeur du 4 mars 1848 de Gyula Andrassy, cf. *Gr. Andrassy Gyula beszédei*, T. I. 1848 – 1868, éd. par Béla Lederer, Budapest, 1891, p. 61, *Ferencz Bay: «1848 – 49 a korabeli napilapok tükrében»* (1848/49 à travers les journaux de l'époque), 1943, p. 10; *Márczius Tizenötödike* (abrégé par la suite en MT), 17 avril 1848, p. 114.

¹² PH, 9 mars 1848, p. 200.

¹³ PH, 14 mars 1848, p. 215.

- ¹⁴ *Deák Ferencz Beszédei*, T. II, pp. 35 – 36; Cf. PH, 5 avril 1848, p. 296.
- ¹⁵ PH, 9 mars 1848, p. 201; 14 mars, p. 235.
- ¹⁶ «Lorsqu'il s'agit, pour ainsi dire, de briser les chaînes de la tyrannie, un peuple digne de la liberté se doit d'agir, mais lorsque le cours normal des choses est rétabli, il n'a plus qu'un devoir; celui d'obéir. L'anarchie représente un pont jeté au-devant de l'absolutisme pour qu'il puisse revenir, peut-on lire dans le numéro du 4 avril 1848 du PH, en page 292.
- ¹⁷ PH, 12 mars 1848, p. 210. Dès le 18 février, Kossuth soulignait les contradictions sociales qui menaçaient: «Les nations d'Europe se souviendront qu'elles n'ont pas réfléchi sur les masses du prolétariat», car «si nous continuons à oublier les prolétaires, des nuées menaçantes s'amoncelleront au-dessus du monde et le feront trembler sur ses bases». Cf. KÖM XI., p. 548. Entre autres, les conclusions de Kossuth indiquent que l'opposition réformiste hongroise comptait dès avant 1848 avec la présence menaçante des idées du «communisme, du socialisme et du fouriérisme». Cf. *Pál Pándi*: «Kisértéjtárás Magyarországon» (Les «spectres» de la Hongrie), Budapest, 1972, T. I., p. 179.
- ¹⁸ BP. H, 21 mars 1848, p. 273.
- ¹⁹ MT, 19 mars 1848, p. 3, 26 mars, p. 30 et 19 avril, p. 119.
- ²⁰ KH, 2 juillet 1848, p. 7.
- ²¹ MT, 17 avril 1848, p. 113; PH, 29 avril 1848, p. 385.
- ²² PH, 9 juin 1848, p. 529.
- ²³ PH, 7 mai 1848, p. 411, 9 mai.
- ²⁴ PH, 12 mai 1848, p. 429.
- ²⁵ PH, 30 juin 1848, pp. 603 – 604.
- ²⁶ MT, 1er juin 1848, p. 267.
- ²⁷ PH, 31 mai 1848, p. 496.
- ²⁸ PH, 4 juin 1848, p. 516. Cf. le n° du 23 juin 1848 du *Közlöny* (abrégé par la suite en *Kny*), page 56.
- ²⁹ PH, 23 avril 1848, p. 364; 9 juin, p. 531; Kny, 30 juin 1848, p. 84.
- ³⁰ Kny, 10 juin 1848, p. 11.
- ³¹ PH, 22 juin 1848, p. 578.
- ³² KH, 23 juillet 1848, p. 30.
- ³³ KH, 8 août 1848, p. 276.
- ³⁴ MT, 24 octobre 1848, p. 765.
- ³⁵ KH, 8 juillet 1848, p. 28. Le PH souligne le caractère «communiste» de l'insurrection: 1er juillet 1848, p. 609 et 16 août, p. 766; Le Kny mentionne également les relations secrètes du tzar et de Louis Bonaparte, leurs objectifs contre-révolutionnaires et le rôle de provocation joué par des agents à leur solde: 3 juillet 1848, p. 96.
- ³⁶ KÖM XII, pp. 435 – 437.
- ³⁷ KH, 26 août 1848, p. 225. *Ernő Erdős*: «A köztársasági eszme és az 1848 – 49-iki hírlapok» (L'idée républicaine et les journaux de 1848/49, Budapest, 1914, p. 1.
- ³⁸ Discours de József Eötvös (*Eötvös József beszédei*), T. I, 1840/67 (pub. par Mór Ráth), Budapest, 1875, p. 312. Cf. *Dénes Pap*: «A magyar nemzetgyűlés Pesten 1848-ban» (La réunion de la Diète hongroise à Pest en 1848), 1866, T. I, p. 167.
- ³⁹ KH, 31 août 1848, p. 246. 8 septembre, p. 277. 10 août, p. 164.
- ⁴⁰ KH, 20 août 1848, p. 198.
- ⁴¹ «Dans un Etat bien organisé, il peut y avoir deux sortes de conceptions de la propriété: soit la propriété est inviolable, soit on supprime la propriété est individuelle; la première est observée dans toute l'Europe civilisée; l'autre est l'une des théories sur le thème desquelles de nombreux esprits intelligents ont beaucoup écrit, et que beaucoup ont rêvé de réaliser; mais elle n'a pas encore été réalisée; il se peut qu'un jour, elle se stabilise comme forme d'Etat, sous la forme du communisme. Mais en Europe, dans les Etats actuels, c'est l'invocabilité de la propriété qui est en vigueur; dans le communisme, il n'y a pas de propriété individuelle, c'est l'Etat qui possède tout, et tous les profits de la propriété vont à l'Etat. L'une de ces théories correspond exactement à la pratique, tandis que l'autre, qui correspond à un principe philosophique, se heurte à des difficultés d'ordre que pratique personne n'a réussi à surmonter jusqu'ici», déclara Ferenc Deák en citant ouvertement le problème, et sans cacher davantage ses convictions dans son discours du 22 septembre 1848 (*Deák Ferenc beszédei*), T. II, p. 135.

- ⁴² KH, 20 septembre 1848, p. 322.
- ⁴³ Journaux intimes du Comte István Széchenyi (*Gróf Széchenyi István Naplói*), sous la dir. de Gyula Viszota, T. VI., Budapest, 1939, — 11 août 1848.
- ⁴⁴ PH, 2 septembre 1848, p. 826.
- ⁴⁵ Kny, 21 septembre 1848; p. 532; 27 septembre, p. 564.
- ⁴⁶ KH, 20 septembre 1848, p. 322.
- ⁴⁷ KH, 10 septembre 1848, p. 285, KÖM XII, p. 813.
- ⁴⁸ KH, 25 juillet 1848, p. 94.
- ⁴⁹ KH, 26 août 1848.
- ⁵⁰ KH, 20 septembre 1848, p. 322.
- ⁵¹ PH, 22 septembre 1848, p. 894.
- ⁵² PH, 23 septembre 1848, p. 896.
- ⁵³ PH, 26 août 1848, p. 802; 22 juillet, p. 650.
- ⁵⁴ KH, 12 octobre 1848, p. 404.
- ⁵⁵ KH, 20 octobre 1848, p. 429.
- ⁵⁶ KH, 29 septembre 1848, p. 356.
- ⁵⁷ KH, 15 décembre 1848, p. 628.
- ⁵⁸ A propos des problèmes liés à l'envoi à Paris de László Teleki, voir les ouvrages suivants: István Hajnal: «A Batthyány kormány külpolitikája» (La politique étrangère du gouvernement Batthyány), Budapest, 1957, pp. 100 à 111; Eszter Waldapfel: «A független magyar külpolitika. 1848–49» (La politique étrangère hongroise indépendante, 1848/49), Budapest, 1962, p. 61; Zoltán Horváth: Teleki László, 1810–1861 (László Teleki, 1810–1861), Budapest, 1964, T. II, p. 158; Endre Kovács: Szabadságharcunk és a francia közvélemény, (La lutte hongroise pour l'indépendance et l'opinion publique française), Budapest, 1976, p. 246; James Chastain: Iratok Franciaország magyarországi politikájának történetéhez 1848-ban, Levéltári Közlemények 1976/2 pp. 269–282 de l'édition hongroise.
- ⁵⁹ Cf. l'ouvrage cité de Zoltán Horváth, T. I, p. 220, l'ouvrage cité d'István Hajnal, p. 105 et livre d'Eszter Waldapfel, pp. 61–63.
- ⁶⁰ KH, 1er octobre 1848, p. 366.
- ⁶¹ Cf. Júlia Kenyeres: «A szabadságharc és a nemzetközi politika (La lutte hongroise pour l'indépendance et la politique internationale), in «Forradalom és szabadságharc» 1848–49», Budapest, 1948, p. 494.
- ⁶² PH, 18 septembre 1848, p. 1083.
- ⁶³ KH, 11 septembre 1848, p. 510; Kny, 19 septembre 1848, p. 776.
- ⁶⁴ István Hajnal, ouv. cité, p. 105.
- ⁶⁵ KH, 10 décembre 1848, p. 612.
- ⁶⁶ KH, 11 septembre 1848, p. 510; au sujet des perspectives des élections présidentielles, voir également: Kny, 3 octobre 1848, p. 583; 22 décembre, p. 918; KH, 24 novembre 1848, p. 554; 30 novembre, p. 574. Au sujet du rapport du 6 octobre 1848 envoyé de Paris par László Teleki, voir les fonds manuscrits de la Bibliothèque Nationale Széchenyi, n° 27/8, et l'ouvrage cité de Zoltán Horváth, T. I, p. 219.
- ⁶⁷ PH, 30 novembre 1848, p. 1124. Cf. aussi MT, 18 décembre 1848, p. 954, et l'ouvrage cité de Júlia Kenyeres, p. 492.
- ⁶⁸ Eszter Waldapfel, ouvrage cité, p. 110.
- ⁶⁹ PH, 24 décembre 1848, p. 1210.
- ⁷⁰ PH, 7 janvier 1849, p. 13; 13 janvier 1849, p. 26. et 17 janvier 1849, p. 39.